

LE TROMBINOSCOPE

.....

**Membres du HCE
2ème mandat 2016-2019**



**haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr
06 09 14 43 06**





LES MEMBRES DU HCE

Mandat 2016 - 2019

Liste des membres par ordre alphabétique...6

Découvrir les membres du HCE...8

La Présidente..8

Collège « Associations »..9

Collège « Personnalités qualifiées »..14

Collège « Chercheur.e.s/Expert.e.s »..20

Collège « Elu.e.s »..25

Collège « Représentant.e.s de l'Etat »..32

Collège « Membres de droit »..36

Collège « Haut.e.s fonctionnaires »..40

Membres honoraires..47

L'équipe du secrétariat général...49

Dans cet annuaire, les membres sont classé.e.s par collège. Pour retrouver les membres classé.e.s par ordre alphabétique :

Nom	Prénom	Page	Nom	Prénom	Page
ANKRAH	Adolé	9	GRÉSY	Brigitte	37
ANTOINE	Isabelle	40	GRUMET	Anne	11
ARMANTERAS DE SAXCÉ	Anne-Marie	32	GUILBERTEAU	Annie	12
ATITA	Bahija	25	JOUANNO	Chantal	37
AUBRY	Josselin	25	KRYKWINSKI	Caroline	42
AVE	Anne-Sophie	40	LABORDE	Françoise	16
BADRE	Marie-Pierre	27	LAURANT	Françoise	47
BERTHY	Michelle	26	LAZIMI	Gilles	16
BESKI-CHAFIQ	Chahla	20	LEBON-BLANCHARD	Marie-Françoise	43
BOUGEARD	Jocelyne	26	LIEBERT	Françoise	43
BOUSQUET	Danielle	8	MAMOU-MANI	Guy	17
BRIE	Françoise	9	MAUGET	Christine	12
CASALIS	Marie-France	47	MOIRON-BRAUD	Elisabeth	38
CASTILLE	Marc	10	MONNOT	Jean-Michel	17
CERVETTI	Marie	14	MORVAN	Françoise	18
CHEVRIER	Carine	32	NERBARD	Gaëlle	44
COULOMB-GULLY	Marlène	20	NETTER	Agnès	33
COURAUD	Geneviève	14	OLIVIER	Maud	30
COURTEAU	Roland	28	PASQUIER	Gaël	22
Suppl. : COHEN	Laurence	27	PHENE	Patricia	44
COUELLE	Catherine	36	PIOT	Maudy	23
DAMIEN	Thierry	10	PRINCE	Dominique	45
DE RIVIERE	Nicolas	32	RABIER	Serge	18
DENAJA	Sébastien	21	RAIBAUD	Yves	23
DIARRA	Abdoulaye	15	RISPAL	Kareen	45
DUCOMTE	Jean-Michel	11	ROBIN	Denis	45
DURAND	Edouard	21	ROBINE	Florence	34
DUVAL	Serge	41	RONAI	Ernestine	19
FOREST	Maxime	22	SALMON	Sabine	19
FOURNIER	Charles	28	SENAC	Réjane	24
FRAGONARD	Bertrand	36	SERRE-COMBE	Claire	13
FRIMAT	Stéphane	11	THERY	Grégoire	13
GALAND	Jean	28	TOURNYOL DU CLOS	Nathalie	45
GARRIAUD-MAYLAM	Joëlle	29	VALLET	Benoît	35
Suppl. : GOY-CHAVENT	Sylvie	30	VINQUANT	Jean-Philippe	38
GAUDY	Catherine	41	VION	Pascale	39
GELLI	Robert	33	VOUILLOT	Françoise	24
GENTHON	Muriel	42			
GEOFFROY	Guy	30			
GINET	Pierre-Yves	15			

Pour toute demande de contact de nos membres, merci de vous adresser au secrétariat général du HCE : haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr ou 01.42.75.86.91

La Présidente du HCE



BOUSQUET Danielle

Ancienne Vice-présidente de l'Assemblée nationale et inlassable militante des droits des femmes et de l'égalité

Danielle Bousquet préside le HCE à la suite d'un engagement féministe et politique de longue date au service des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes.

Ses parents enseignants lui donnent tout à la fois le goût des études et de l'action : après des études secondaires au lycée Renan à Saint-Brieuc, elle rentre à HEC à Paris. D'abord directrice commerciale dans une PME de 500 personnes à Paris, elle revient vivre et travailler en Bretagne où elle exerce successivement les métiers de professeure puis cheffe d'établissement scolaire. En parallèle, Danielle Bousquet s'investit activement dans le secteur associatif. Elle commence à militer au Mouvement français pour le planning familial des Côtes-d'Armor, dont elle fut présidente jusqu'en 1980. Elle préside ensuite le Centre d'information des droits des femmes de ce même département. À partir de 1982, elle est chargée de mission départementale aux droits des femmes auprès du préfet des Côtes-d'Armor. Elle fut également présidente de l'association « l'Ecloserie d'Armor » dont l'objectif était de favoriser la mise en place de projets de jeunes créateurs et créatrices d'entreprises. Plus récemment, Danielle Bousquet a été Présidente de l'Assemblée des femmes (2011-2015), association féministe fondée par Yvette Roudy en 1992 et née du combat pour la parité.

Sur le terrain politique, Danielle Bousquet fut élue députée des Côtes-d'Armor en 1997 suite à des fonctions d'adjointes au maire de Saint-Brieuc dans les secteurs successifs des services publics en régie, de l'éducation, et des finances (1983-1996). Réélue à deux reprises en tant que députée (1997-2012), Danielle Bousquet fut Vice-présidente de l'Assemblée nationale (2009-2010) et Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale (2002-2012). Elle a en particulier travaillé sur le sujet de la prostitution (mission d'information de l'Assemblée nationale, 2011), des violences de genre (co-auteure de la loi contre les violences faites aux femmes, 2010), de l'IVG et la contraception (rapporteuse de la loi sur l'IVG, 2001, et de la loi de la pilule du lendemain, 2000), de la parentalité (auteure de la proposition de loi examinée en 2010 sur la modernisation des congés parentaux), ou encore de la question de l'aide au développement (Sommet mondial des parlementaires en 2011- Jeunes filles et enjeux de population, les leviers oubliés du développement).

A la tête du HCE depuis 2013, l'instance nationale consultative indépendante en charge des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes, elle dirige les travaux mobilisant une pluralité d'expertise dans ce domaine, et s'attache à donner de l'écho aux analyses et recommandations ainsi formulées. Ce travail collectif a notamment porté sur l'accès à l'IVG, les inégalités territoriales, le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans l'espace public, ou encore, sur l'importance d'une prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre des négociations climatiques.



ANKRAH Adolé

Femmes inter-associations inter service migrants (FIA-ISM)

Fonction actuelle

Directrice du réseau national Femmes inter-associations inter service migrants (FIA-ISM)



Parcours

Militante associative depuis 1980, Adolé Ankrah dirige le réseau national d'associations de femmes FIA-ISM, créé en 1987, qui favorise la promotion sociale, professionnelle et culturelle des femmes des quartiers populaires et issues des immigrations.

Présent en Ile-de-France, Aquitaine, Rhône Alpes, et Normandie, ce réseau soutient les associations membres dans leurs projets et a un pôle de codéveloppement avec des pays du Sud (Togo, Bénin, Cameroun, Niger, Mali, Sénégal). Les associations locales quant à elles sont en contact direct avec les femmes habitantes des quartiers populaires : rencontres d'échanges entre femmes et recueil de leur parole ; manifestations festives de sensibilisation ; soutien des projets collectifs de femmes dans les quartiers ; valorisation de l'engagement des femmes.

Par ailleurs, Madame Ankrah occupa des fonctions au sein du FAS - Fonds d'action social pour les travailleurs immigrés, puis du FASILD – Fonds d'action social pour l'intégration et la lutte contre les discriminations. Elle exerce également des fonctions d'élue locale et fut distinguée au titre de l'ordre national du mérite et de la Légion d'honneur.



BRIE Françoise

Fédération nationale solidarité femmes (FNSF)

Fonctions actuelles

Porte-parole de la Fédération Nationale Solidarité Femmes

Directrice de L'Escal-Solidarité Femmes, centre d'accueil et d'hébergement pour femmes victimes de violences



Parcours

Françoise Brié a un cursus universitaire et professionnel axé depuis 35 ans sur plusieurs domaines d'expertise tels que la défense des droits humains et des droits des femmes, l'aide humanitaire et au développement avec des missions internationales multiples au Moyen Orient, en Afrique, aux Antilles, la santé dans le cadre de programmes de santé publique et de protection maternelle et infantile.

Cela l'a conduit à être désignée en 2015 membre du groupe d'expert.e.s indépendant.e.s du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO). Le GREVIO a pour mission de veiller à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul signée et ratifiée par la France et 19 autres pays, et entrée en vigueur le 1^{er} août 2014.

Françoise Brié est titulaire d'un DEA Géopolitique, histoire, civilisations (2004), d'une Maîtrise Sciences Sanitaires et Sociales - Mention Santé publique (2002) et d'un diplôme d'Etat de Sage-Femme (1980).

La Fédération Solidarité femmes est membre du HCE depuis 2013.



CASTILLE Marc **Secours populaire**

Fonctions actuelles

Membre du Bureau national du Secours populaire français en charge des relations extérieures et institutionnelles

Membre du Bureau du Conseil d'Administration de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS)



Parcours

Créé en 1945, le Secours populaire s'est donné pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde et de promouvoir la solidarité et ses valeurs. Elle rassemble actuellement plus de 80 000 bénévoles.

Le Secours populaire est particulièrement attentif aux problèmes d'exclusion : sur le court terme, par une solidarité d'urgence basée sur l'écoute, l'alimentaire, le vestimentaire. L'hébergement d'urgence ou l'orientation vers une structure de soins restent aussi au cœur des préoccupations du Secours populaire. Le SPF accompagne également sur la durée, les personnes et familles dans leurs démarches et leurs droits : accès au logement, à la santé, aux vacances, à la culture et aux loisirs, au sport, à l'insertion professionnelle.



DAMIEN Thierry **Familles rurales**

Fonction actuelle

Membre du conseil d'administration de Familles rurales



Parcours

Familles Rurales est le premier Mouvement familial et regroupe 180 000 familles adhérentes. Il est composé de 2 500 associations locales réparties dans 10 000 communes, de 94 fédérations régionales, départementales et nationale et compte 40 000 bénévoles et 20 000 salariés. Familles Rurales est agréé association de défense des consommateurs.

Thierry Damien fut membre du CESE de 2007 à 2015, administrateur de l'UNAF de 2012 à 2015, et membre du Haut Conseil à la Famille jusqu'en 2014. Président de la Fédération nationale des Familles rurales de 2004 à 2014, il concilie ses activités de militant familial avec son activité professionnelle de Professeur des écoles, et aujourd'hui de Directeur Adjoint de la SEGPA d'un collège. Il est actuellement membre du conseil d'administration national de Familles rurales.



DUCOMTE Jean-Michel
Ligue de l'enseignement

Fonction actuelle
Président de la Ligue de l'Enseignement



Parcours

Depuis 2003, Jean-Michel Ducomte est Président de la Ligue de l'enseignement. Ce mouvement d'éducation populaire créé en 1866 est aujourd'hui fort de ses 30 000 associations, de ses 1,6 million d'adhérents et de ses 102 fédérations départementales.

Il préside par ailleurs depuis 2008 le CIDEM (civisme et démocratie), et le Cercle Condorcet de Midi-Pyrénées. Maître de conférences en droit public, il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. Spécialiste de droit public et de science politique, ses recherches concernent principalement la laïcité, la tradition républicaine et la construction européenne. Il est avocat à la Cour d'appel de Toulouse.



FRIMAT Stéphane
en binôme avec **GRUMET Anne**
Mouvement H/F

Fonction actuelle
Directeur de la Compagnie de l'Oiseau-Mouche à Roubaix
Spécialiste des politiques culturelles publiques



Parcours

Le mouvement H/F interrégional est créé en 2014 pour centraliser l'action des 14 associations H/F constituées après les constats d'inégalités criantes dans le domaine de culture émis par le rapport Reine Prat. La mission du Mouvement H/F est de faire progresser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le domaine des Arts et la culture.

Stéphane Frimat dirige depuis 2008 la Compagnie de l'Oiseau-Mouche à Roubaix dont le noyau dur est composé de 23 comédien.ne.s professionnel.le.s permanent.e.s, personnes en situation de handicap mental. Il a participé à la création du Collectif HF Nord-Pas-de-Calais depuis son origine. Stéphane Frimat a reçu l'ordre national du mérite en 2014.

Anne Grumet fut de 1990 à 2011 successivement Directrice du service culturel de la Région Rhône-Alpes et Directrice de cabinet de l'adjoint à la culture et au patrimoine de la Ville de Lyon. En 2009, elle fut nommée experte auprès de la Commission Européenne pour le programme culture. Elle a participé en 2009 à la fondation de la première association H/F en Rhône-Alpes et prépare actuellement les Etats généraux de l'égalité dans la culture qui se dérouleront à Lyon en octobre 2016. Elle est présidente de la Compagnie Chiloé et de la Colonie Bakakaï et dirige depuis 2011 l'agence « Anne Grumet & associées ».



GUILBERTEAU Annie
**Centre national d'information sur les
 droits des femmes et des familles
 (CNIDFF)**



Fonction actuelle

Directrice générale du CNIDFF (Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)

Parcours

Annie Guilberteaud est directrice du réseau des CIDFF composé de 111 associations. Fondé en 1972 à l'initiative de l'État, le CNIDFF est un relai essentiel de l'action des pouvoirs publics en matière d'accès aux droits pour les femmes, de lutte contre les discriminations sexistes et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Annie Guilberteaud est engagée depuis 1983 pour l'égalité et la lutte contre les violences. Elle est par ailleurs membre du Conseil consultatif de l'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), du Comité national de pilotage des Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) et du comité scientifique de l'association VICTIMO (association composée de généralistes, spécialistes et légistes intervenants auprès des femmes victimes de violences). Elle est Chevalière de l'Ordre National du Mérite et Chevalière dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur.

Le CNIDFF est membre du HCE depuis 2013.



MAUGET Christine
Le Planning familial (MFPF)

Fonctions actuelles

Présidente de la Fédération du Poitou Charentes du Planning familial

Membre du bureau national du Planning familial



Parcours

Après avoir été militante syndicale, Christine Mauget fut militante bénévole au Planning familial depuis 1996. Elle est aujourd'hui Présidente de la Fédération du Poitou Charentes du Planning familial et, depuis 2006, membre du bureau national du Planning familial en charge des questions internationales. Elle est coordinatrice et formatrice du programme SSDG (santé, sexualité droits et genre) du Planning Familial (pays Burkina Faso/Cameroun/Madagascar). Diplômée de l'Ecole Nationale de la Météorologie, elle a poursuivi sa carrière professionnelle chez Météo France depuis 1979 comme prévisionniste et climatologue, au grade de cheffe-technicienne. Dans les années 90, elle reprendra des études en géographie générale puis en géographie tropicale et géopolitique et deviendra titulaire d'un master en géographie.

Le Planning Familial est membre du HCE depuis 2013.



SERRE-COMBE Claire
Osez le féminisme ! (OLF)

Fonctions actuelles

Porte-parole et Présidente d'Osez le féminisme depuis mai 2014



Parcours

Militante au sein d'Osez le féminisme ! depuis 2011, Claire Serre-Combe en est porte-parole depuis 2014. Au sein d'Osez le féminisme !, association qui promeut les droits des femmes et l'égalité, elle a notamment activement participé à la campagne « 2012 : l'égalité maintenant ! » pour imposer le thème de l'égalité femmes-hommes dans la campagne présidentielle de 2012. Elle s'est également engagée pour la défense du droit à l'avortement en France et en Espagne ainsi que pour l'abolition de la prostitution.

Osez le féminisme ! est membre du HCE depuis 2013.



THERY Grégoire
Mouvement du Nid

Fonctions actuelles

Secrétaire général du Mouvement du Nid

(administrateur bénévole)

Directeur exécutif de CAP international (Coalition pour l'Abolition de la Prostitution)



Abolir le système prostitueur

Parcours

Le Mouvement du Nid a pour but d'agir sur les causes et les conséquences de la prostitution en vue de sa disparition. Ses actions principales sont la rencontre et l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, la prévention auprès des jeunes et la sensibilisation des acteurs sociaux et du grand public. Depuis 2013, le Mouvement du nid a lancé un projet de coalition pour l'abolition de la prostitution (CAP) qui rassemble, dans différents pays au monde, des associations également abolitionnistes, venues de Russie, du Canada, de l'Inde, du Danemark, de l'Irlande ou encore des États-Unis. La première assemblée générale de cette coalition s'est tenue en novembre 2014 à Paris.

Grégoire Théry fut représentant permanent de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) auprès de l'Union européenne (2006-2012).

Le Mouvement du Nid est membre du HCE depuis 2013.



CERVETTI Marie

Fonction actuelle

Directrice de l'association *FIT – Une femme, un toit*, centre d'hébergement et de réinsertion sociale de 60 lits pour des jeunes femmes victimes de violences sexistes et sexuelles

Parcours

Diplômée de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes, Marie Cervetti a travaillé en Amérique Latine pour la Communauté européenne, où elle a réalisé des diagnostics sur l'intégration des femmes aux projets de développement rural. Elle a dirigé des missions d'observation des droits humains à Haïti, au Guatemala et en Afrique du Sud. En France, elle a dirigé des centres socio-culturels, des maisons de quartier, puis l'Union régionale des foyers de jeunes travailleurs.

Marie Cervetti est devenue Directrice du Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale de l'association *FIT – Une femme, un toit* en 2003 : c'est le seul centre parisien qui accueille spécifiquement les jeunes femmes victimes de tous types de violences. Son expertise des violences faites aux jeunes femmes l'a conduite à devenir personnalité associée du Conseil Economique, Social et Environnemental.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



COURAUD Geneviève

Fonctions actuelles

Présidente de l'Observatoire des droits des femmes des Bouches-du-Rhône
Présidente de l'association L'Assemblée des Femmes

Parcours

Geneviève Couraud est une militante féministe et femme politique. Elle débuta son militantisme à Marseille au MLAC pour défendre le droit à l'avortement. Aujourd'hui à la retraite, elle fut professeure agrégée de lettres durant 36 ans, dont 32 dans les quartiers Nord de Marseille. C'est là où elle sera élue conseillère d'arrondissements des 7^{ème} et 8^{ème} secteurs de Marseille (1995-2001 puis 2008-2014). Depuis 2005 elle préside l'Observatoire du droit des femmes et de l'égalité des chances des Bouches du Rhône - instance de démocratie participative composé de 21 membres. Depuis 2016, elle préside l'Assemblée des femmes, association féministe née en 1992 du combat pour la parité.

Elle fut membre du bureau confédéral du Mouvement Français pour le Planning Familial (2007-2012), membre de Section du CESE (1999-2001), membre de l'Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes (2010-2012), présidente d'ECVF - Elu.e.s contre les violences faites aux femmes (2013-2015). Elle est par ailleurs Secrétaire Générale de NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan, chevalière des Palmes académiques, chevalière de l'ordre national de la Légion d'honneur.



DIARRA Abdoulaye

Fonctions actuelles

Etudiant
Membre du bureau national de l'UNEF
Représentant du Forum Français de la Jeunesse

Parcours

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ), créé en juin 2012 à partir de la volonté de faire entendre la voix des jeunes, est une assemblée autonome des pouvoirs publics qui rassemble des organisations associatives, syndicales, politiques et mutualistes. Il comporte 4 collèges (lycéen, étudiant, partisan, associatif) et rassemble 17 grandes organisations de jeunesse.

Abdoulaye DIARRA est membre du bureau national de l'Union Nationale des Etudiants de France. Etudiant en licence de droit à Paris II Panthéon Assas, il est élu au conseil d'administration de son université. Il fut président de l'UNEF dans son université de 2012 à 2014 en même temps qu'élu au Conseil de la formation et de la vie universitaire, au CROUS de Paris et au Conseil Régional Jeunes d'Ile de France.

Considérant que l'égalité entre les femmes et les hommes se joue particulièrement entre 16 et 30 ans, l'UNEF se fixe pour objectif de faire reculer le sexisme dans le milieu étudiant et universitaire (actions contre des affiches de soirées étudiantes sexistes, lutte contre le harcèlement sexuel à l'Université, ...). En interne du syndicat étudiant, l'UNEF s'est munie d'outils concrets pour l'égalité : observatoire de l'égalité, réunions non mixtes, référents égalité.



GINET Pierre-Yves

Fonctions actuelles

Photojournaliste
Co-fondateur de l'association et du magazine « Femmes ici et ailleurs »

Parcours

En 1996, Pierre-Yves Ginet abandonne une carrière d'analyste financier pour devenir photojournaliste. Grand reporter, il découvre les résistances de femmes par un travail approfondi sur le combat des nonnes tibétaines, puis élargit son champ d'action au monde entier. Depuis 1998, il a réalisé une trentaine de reportages sur ce thème, dans des pays très divers, la plupart répertoriés dans l'ouvrage "Femmes en résistance", paru en 2009. Témoignant de ces luttes, son travail a été exposé à de nombreuses reprises. Dans ce cadre, il a accompagné plus de six cents groupes pour leur présenter ces femmes oubliées, avec toujours pour objectif de pousser à la réflexion sur les stéréotypes sexistes et l'égalité femmes-hommes. Pierre-Yves Ginet est l'un des fondateurs de l'association – basée à Lyon – et du magazine "Femmes ici et ailleurs". Lauréat 2014 du Cénacle européen Léopold Sédar Senghor des Arts & des Lettres (Prix photographique Charles Ciccione).



LABORDE Françoise

Fonctions actuelles

Présidente fondatrice de l'association Pour les Femmes Dans les Médias
Ancienne membre du CSA
Présentatrice du journal télévisé
Ecrivaine

Parcours

Depuis 2011, elle est Présidente de l'association Pour les Femmes Dans les Médias (PFDM) qui rassemble des femmes dirigeantes dans les médias. De janvier 2009 à janvier 2015, elle fut membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) après une riche carrière dans les médias.

En 1979, elle part pour Bruxelles et collabore à la revue *Europolitique*. Parallèlement, elle est correspondante pour RFI. De 1982 à 1985, elle se spécialise dans l'économie et le social à RMC. De 1985 à 1993, elle est cheffe du service économie puis rédactrice en chef adjointe à TF1 puis elle exerce des postes similaires au sein de France 3 de 1993 à 1995 et de France 2 de 1995 à 1997. En 1997, elle devient rédactrice en chef de *Télématin* et présente depuis cette année-là l'interview politique *Les 4 vérités*. A partir de 2006 elle présente le 13H de France 2.

Françoise Laborde est titulaire d'un DEA de droit à l'Université de Bordeaux 1. Elle est chevalière dans l'ordre national de la Légion d'honneur, et dans l'ordre national du Mérite. Elle est également officière du Mérite agricole.

Elle est membre du HCE depuis 2015.



LAZIMI Gilles

Fonction actuelle

Médecin généraliste du Centre Municipal santé de la ville de Romainville dans le 93

Parcours

En parallèle à ses activités de médecin généraliste, Gilles Lazimi est maître de conférences associé en Médecine Générale à la Faculté de médecine de l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC).

Il est un médecin engagé, militant contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Il milite au Collectif féministe contre le viol (CFCV) et à SOS femmes 93. C'est au titre de ses activités associatives qu'il coordonne de nombreuses campagnes contre le viol et les violences faites aux femmes du CFCV, contre les violences éducatives ordinaires de la Fondation pour l'Enfance et la Ville de Romainville (« Elever son enfant sans violence », 2009), de la Fondation pour l'enfance (« Pour une éducation sans violence, sans fessées, ni claques », 2011 et 2013), et contre les violences sexuelles envers les enfants de l'Association Innocence en Danger.

Il réalise par ailleurs de nombreux travaux de recherche et de direction de thèses de Médecine sur les violences conjugales, les violences sexuelles, le repérage des femmes victimes de violences en consultations médicales, sur l'IVG et les inégalités sociales de santé.

Il est membre du HCE depuis 2013.



MAMOU-MANI Guy

Fonctions actuelles

Chef d'entreprise
Président du Syntec Numérique

Parcours

Guy Mamou-Mani a débuté sa carrière chez CSC-GO International. En 1995, il crée la filiale française de Manugistics puis a été président de MiddleNext. Depuis juin 2010, il préside le syndicat professionnel des métiers du numérique (éditeurs de logiciels, entreprises de services du numérique) Syntec Numérique (1200 entreprises). Depuis 2008, il co-préside le Groupe Open (3500 personnes) avec Frédéric Sebag, qu'il accompagne dans le top 10 des Entreprises de Services du Numérique françaises.

Ce chef d'entreprise dans le secteur de l'informatique est engagé depuis plusieurs années pour la promotion des femmes dans le secteur du numérique et pour l'égalité entre les femmes et les hommes via son soutien au réseau « Femmes du Numérique ». Il a récemment pris une initiative remarquée et saluée en faveur de la parité : n'acceptant plus de constater la non parité flagrante des tribunes d'évènements auxquels il était convié, en particulier sur le numérique, il s'est engagé via twitter à ne plus participer à l'avenir aux tables rondes ou tribunes quasiment composées d'hommes seulement.



MONNOT Jean-Michel

Fonction actuelle

Vice-Président Group Diversity & Inclusion de Sodexo

Parcours

Sodexo, leader mondial des services aux entreprises, fut en 2015, et pour la deuxième année consécutive, en tête du palmarès des 120 plus grandes entreprises françaises côtées concernant la part des femmes dans les instances dirigeantes.

Depuis 2007, Jean-Michel MONNOT est responsable de la mise en œuvre de la stratégie diversité et inclusion de Sodexo dans le groupe et particulièrement dans les 25 pays européens, dans lesquels Sodexo est présent. L'engagement de Sodexo s'articule autour de 5 thèmes principaux : la mixité femmes-hommes, les générations, le handicap, les orientations sexuelles et les cultures et origines. Dans le cadre de cette mission, Jean-Michel MONNOT anime un réseau de responsables diversité, favorise l'échange de bonnes pratiques, propose des objectifs et met en œuvre un tableau de bord diversité.



MORVAN Françoise

Fonction actuelle

Présidente de la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF)

Parcours

La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) a été créée en 1991 pour rassembler les associations féminines et féministes françaises et les représenter au sein du Lobby Européen des Femmes (LEF - 2500 organisations membres issues de 27 pays de l'UE), qui est l'interlocuteur représentatif auprès des institutions européennes. La CLEF a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil Economique et social de l'ONU et participe à la Commission du statut des femmes (New York), ainsi qu'au Conseil des droits humains (Genève) des Nations Unies.

Françoise Morvan a été assistante sociale DE (1974-1996), cadre en service social (1996-2010) et chargée de mission lutte contre les exclusions à la Ville de Paris (2010 - 2014), Elle est par ailleurs administratrice au Mouvement associatif, membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, Présidente du Comité National de Liaison des Coordinations d'Associations Féminines et Féministes, et Vice-présidente de l'Association Franco - africaine des Femmes de Paris.



RABIER Serge

Fonction actuelle

Docteur en socio-démographie

Parcours

Diplômé de l'IEP de Paris et ancien dirigeant associatif pendant 15 ans, Serge Rabier possède une expérience approfondie en France, en Europe et en Afrique de l'Ouest Francophone des politiques publiques et des programmes de plaidoyer, de sensibilisation, de dialogue politique sur les enjeux de population, de santé sexuelle et reproductive et des droits qui y sont rattachés.

En 2015, il soutient sa thèse intitulée « Une ambition pour le développement. L'approche genre, la santé et des droits reproductifs dans l'aide publique au développement de la Suède. Stratégies politiques et programmes (1994-2014) » et obtient son doctorat de démographie.

Il a été Directeur exécutif de l'Association Equilibres et populations (Equipop).

Il est membre du HCE depuis 2013.



RONAI Ernestine

Fonction actuelle

Responsable de l'Observatoire départemental de Seine-Saint-Denis des violences envers les femmes

Parcours

Dans les années 2000, elle crée puis est responsable de l'Observatoire départemental des violences envers les femmes de Seine Saint-Denis. Elle est par ailleurs coordinatrice nationale au sein de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences (MIPROF). Elle a exercé la fonction d'institutrice, de directrice d'école et de psychologue scolaire. Elle a co-présidé la Commission Violences de genre pendant le premier mandat du HCE.

Engagée dès 14 ans dans l'Union des jeunes filles de France et au sein du Mouvement Jeunes Communistes de France, elle devient à la fin des années 1980 secrétaire nationale de l'Union des femmes françaises (UFF), qui deviendra « Femmes solidaires ». Elle rejoint Clara-Magazine et en devient même la rédactrice en chef. Elle est officière de l'Ordre national du mérite et de la Légion d'honneur.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



SALMON Sabine

Fonctions actuelles

Présidente nationale de l'association Femmes solidaires
Directrice de publication du journal Clara-magazine

Parcours

Sabine Salmon est présidente du mouvement « Femmes solidaires » depuis 2003. Ce mouvement est composé de 190 associations locales et de 10 000 membres. Il se déclare féministe, laïque, d'éducation populaire. Femmes solidaires s'engage pour faire reculer toutes formes de discriminations et développer une éducation non sexiste et non violente. Elle informe, sensibilise sur les droits des femmes afin de contribuer à l'évolution des mentalités vers une société libérée des rapports de domination.

L'association défend les valeurs fondamentales de laïcité, de mixité, d'égalité pour les droits des femmes, de paix et de liberté. Forte d'un réseau de 190 associations locales réparties sur toute la France et dans les Dom-Tom, elle s'adresse à toutes les femmes qui veulent défendre leurs droits et leur liberté en leur permettant de devenir actrices et d'oser une parole à l'occasion d'actions locales, des rencontres, des sorties culturelles.

L'association bénéficie d'un statut consultatif aux Nations Unies et est affiliée au Comité Inter-Africain. Femmes solidaires est par ailleurs co-fondatrice du Réseau International Féministe et Laïque.

Clara-magazine est un magazine de l'actualité féministe et féminine édité pour Femmes solidaires.



BESKI-CHAFIQ Chahla

Fonctions actuelles

Ecrivaine
Sociologue

Parcours

Chahla Chafiq est une écrivaine et une sociologue d'origine iranienne. En 1983, elle doit fuir le régime Khomeiny et trouve l'exil en France où elle publie différents ouvrages pour analyser la dimension totalitaire de l'islamisme en tant qu'idéologisation de l'islam. Son dernier essai *Islam politique, sexe et genre* a reçu le Prix Le Monde de la recherche universitaire. Un recueil de ses nouvelles, traduit du persan en français, a été publié en 2005 chez Métropolis : *Chemins et brouillard*. En septembre 2015, son premier roman, *Demande au miroir*, paraît aux éditions L'Âge d'Homme.

Elle a été directrice de l'ADRIC, l'Association pour le Développement des Relations Interculturelles et pour la Citoyenneté, de 2004 à 2014. Deux guides sont parus sous sa direction : *Situations spécifiques des femmes issues des immigrations face aux discriminations et aux violences* et *Laïcité/diversité/citoyenneté*. Ces guides ont reçu le label 2008 - année européenne du dialogue interculturel.



COULOMB-GULLY Marlène

Fonctions actuelles

Professeure en sciences de la communication à l'Université de Toulouse 2-Jean Jaurès
Spécialiste du genre, des médias et de la politique

Parcours

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses et agrégée de Lettres modernes, elle a largement contribué au développement des travaux sur le genre - au sens de rapports sociaux de sexes - et les médias, en particulier dans leur rapport au politique. Elle a coordonné pour la France le *Global Media Monitoring Project* (GMMP), initiative internationale de recherche sur la représentation des hommes et des femmes dans les médias.

Elle a dirigé pendant sept ans les Presses universitaires du Mirail (PUM) et assuré les fonctions de Vice-présidente de l'Association des éditeurs de la recherche et de l'Enseignement supérieur. Elle a créé et dirige actuellement la collection interdisciplinaire « Les Mots de ». Elle codirige avec Robert Boure l'équipe de recherche *Médiapolis* du LERASS (laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales) à l'université de Toulouse et est également chercheuse associée au *Laboratoire Communication et Politique* rattaché à l'Institut National des Sciences Humaines (CNRS). Elle est membre du comité éditorial de la revue *MOTS-Les langages du politique* et a siégé au Comité de sélection de l'Agence nationale de la recherche de 2007 à 2009.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



DENAJA Sébastien

Fonctions actuelles

Maître de conférences de droit public

Député de l'Hérault

Parcours

Originaire de Sète, après des études en tant que boursier, il a soutenu en 2008 une thèse de droit public à l'Université Montpellier I, intitulée « Expérimentation et Administration territoriale ». Docteur en droit, il est maître de conférences de droit public à Toulouse depuis 2009.

Député de Sète depuis 2012, il est membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes de l'Assemblée nationale. Il fut Rapporteur du projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes porté par la Ministre des Droits des Femmes, Najat VALLAUD-BELKACEM, Rapporteur pour avis de la délégation aux Droits des femmes de l'Assemblée nationale sur le texte de réforme de l'université et de la recherche.

Il est membre du HCE depuis 2015.



DURAND Edouard

Fonctions actuelles

Magistrat

Membre du conseil scientifique de l'Observatoire national de l'enfance en danger

Parcours

Magistrat, il exerce depuis septembre 2015 les fonctions de conseiller à la cour d'appel d'Orléans, secrétaire général de la première présidence et conseiller à la chambre des mineurs. Il a notamment exercé les fonctions de juge des enfants de septembre 2007 à décembre 2011. Il a également été juge aux affaires familiales et coordonnateur de formation à l'Ecole nationale de la magistrature, pour la formation initiale des auditeurs de justice et pour la formation continue des magistrats.



FOREST Maxime

Fonctions actuelles

Enseignant-chercheur à Sciences Po Paris (OFCE)
Membre du Programme PRESAGE

Parcours

Il assure la coordination scientifique du projet EGERA (Effective Gender Equality in Research and the Academia), co-financé par la Commission Européenne (7e PCRD). Ses thèmes de recherche incluent l'analyse comparée des politiques d'égalité et de lutte contre les discriminations dans l'Europe à 28, l'intersection du genre et d'autres facteurs de discrimination, les politiques d'égalité de l'UE et la dimension du genre lors des crises politiques.

Docteur de l'IEP de Paris (2009), il a été chercheur post-doctoral au sein du projet européen QUING (Quality in Gender Equality Policies, 6e PCRD) à l'Université Complutense de Madrid de 2009 à 2011.

Maxime Forest est régulièrement consulté par l'Institut Européen pour l'Egalité des sexes (EIGE), la Commission Européenne, le Conseil de l'Europe et les Ministère Français de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes. Il a présidé la Commission Enjeux européens et internationaux pendant le premier mandat du HCE.

Il est membre du HCE depuis 2013.



PASQUIER Gaël

Fonction actuelle

Maître de conférences en sociologie à l'Ecole Supérieur du Professorat et de l'Education, Université Paris Est Créteil

Parcours

Gaël Pasquier fut professeur des écoles et directeur d'une école maternelle dans le Val-de-Marne. Il a mené ensuite un doctorat, sous la direction de Nicole Mosconi et a soutenu en 2013 sa thèse « Les pratiques enseignantes en faveur de l'égalité des sexes et des sexualités à l'école primaire : vers un nouvel élément du curriculum ». Ses recherches portent sur les politiques éducatives et les pratiques enseignantes en faveur de l'égalité des sexes et des sexualités à l'école primaire. Elles s'intéressent plus particulièrement à la manière dont la lutte contre le sexisme et l'homophobie interpellent et transforment les savoirs quotidiens enseignés à l'école, comme la manière dont ils le sont. Il enseigne aujourd'hui à l'ESPE de Créteil.

Il est par ailleurs membre de l'Observatoire Universitaire International Education et Prévention (OUIEP) et du Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Educatives et des pratiques Sociales (LIRTES).



PIOT Maudy

Fonction actuelle

Fondatrice de l'association "Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir" – FDFA Femmes handicapées, citoyennes avant tout !

Parcours

Psychanalyste, Maudy Piot a fondé en 2003 l'association "Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir" qui accueille des femmes handicapées quelle que soit leur singularité, afin de lutter contre la double discrimination : être femme et être handicapée. Il s'agit de dire haut et fort que les femmes handicapées sont des citoyennes à part entière, le handicap n'étant pas leur identité.

Maudy Piot est atteinte d'une rétinite pigmentaire. Elle a coordonné la publication d'une douzaine d'ouvrages présentant les actes des forums de l'association organisés sur des thématiques touchant à la problématique du handicap et à la citoyenneté.

Le 6 avril 2012, Maudy Piot a été nommée au grade de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur au titre du ministère des Solidarités et de la Cohésion Sociale pour son œuvre et ses combats auprès des femmes handicapées.

Elle est membre du HCE depuis 2015.



RAIBAUD Yves

Fonctions actuelles

Géographe

Maître de conférences HDR

Chargé de mission égalité femmes hommes à l'Université Bordeaux Montaigne

Parcours

Les recherches d'Yves Raibaud portent sur la géographie du genre et la géographie de la musique. Ses publications les plus récentes étudient les inégalités entre les femmes et les hommes dans la ville et les violences qui y sont associées. Au-delà, ses thèmes de recherche sont « Espaces du temps libre et genre », « Masculinités », « Equipements et espaces publics destinés aux loisirs des jeunes » et « Pratiques sportives et artistiques des jeunes ». Il est notamment auteur de « La ville faite par et pour les hommes » en 2015.

Au titre de son engagement citoyen, Yves Raibaud est également impliqué dans une association œuvrant dans le domaine de la santé et est vice-président du Conseil de Développement Durable de Bordeaux Métropole.



SENAC Réjane

Fonctions actuelles

Chargée de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po – CEVIPOF
Enseignante à Sciences Po

Parcours

Docteure de l'IEP de Paris en science politique, elle est diplômée d'un troisième cycle de droit et d'une maîtrise de philosophie de l'Université de Paris I - Panthéon Sorbonne.

Ses recherches ont pour point commun d'interroger les expressions contemporaines du principe d'égalité à travers le prisme des différenciations jugées légitimes et illégitimes. Elle analyse l'inclusion de celles et ceux qu'elle appelle les "non-frères" - les femmes et les "non-blancs" - dans son ouvrage "L'égalité sous conditions. Genre, parité, diversité" (Presses de Sciences Po, 2015). Elle a aussi en particulier publié *L'invention de la diversité* (PUF, 2012), *L'ordre sexué - La perception des inégalités femmes-hommes* (PUF, 2007) et le « Que sais-je ? » sur *La parité* (PUF, 2008). Elle a été Présidente de la Commission Parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale pendant le premier mandat du HCE..

Elle est membre du HCE depuis 2013



VOUILLOT Françoise

Fonction actuelle

Maitresse de conférences en psychologie de l'orientation INETOP/CNAM
Responsable du groupe de recherche OriGenre, Laboratoire CRTD

Parcours

Françoise Vuillot est membre de la Convention Interministérielle pour l'égalité filles-garçons dans le système éducatif (2013-2018), du comité de rédaction de la revue Travail, Genre et Sociétés ; du séminaire Genre et Politiques Publiques – OFCE ; du conseil d'orientation du Laboratoire de l'Egalité ; de la mission "Les inégalités entre les femmes et les hommes, facteurs de précarité" (2005) et du Comité de pilotage pour "L'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs des fonctions publiques" (2000- 2005).

Elle élabore par ailleurs des modules de formation initiale et continue sur « Genre, formation, orientation, travail » pour les professionnel.le.s de l'éducation, de l'orientation, de l'insertion et du travail.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



ATITA Bahija

Fonction actuelle

Adjointe UDI au Maire de Meudon

Parcours

Élue conseillère municipale en 2008, Bahija ATITA devient adjointe au Maire de Meudon en 2014. Elle est en charge de la prévention. Elle travaille dans le secteur du logement social en tant que responsable de la médiation dans un office public de l'habitat.

Bahija ATITA est membre du cercle Eugène Delacroix, association française réunissant des élu.e.s de tous bords pour promouvoir l'amitié entre la France et le Maroc.



AUBRY Josselin

Fonction actuelle

Adjoint PC au Maire de Fresnes

Parcours

Josselin AUBRY est adjoint au Maire de Fresnes, en charge du développement de la citoyenneté, du vivre ensemble et de la lutte contre les discriminations. C'est par le prisme de l'égalité entre les femmes et les hommes qu'il a décidé d'engager la collectivité dans la lutte contre les discriminations, considérant l'égalité de tou.te.s comme un élément fondateur de justice sociale et de démocratie.

Dans cette dynamique, la ville de Fresnes a rejoint le réseau « Territoires franciliens pour l'égalité » lancé par le Centre Hubertine Auclert.



BERTHY Michèle

Fonction actuelle

Vice-présidente LR du Conseil départemental du Val-d'Oise

Parcours

Élue conseillère municipale de Montmorency en 2001, Michèle BERTHY devient ensuite conseillère générale du canton de Montmorency en 2011. Elle est élue Maire de Montmorency en mars 2014, et réélue conseillère départementale en mars 2015. Elle est également Vice-présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, déléguée à l'enfance et à l'égalité femmes-hommes.

Cette délégation correspond à un véritable engagement personnel, qui s'est traduit au niveau local par l'implication auprès d'associations et la création d'un téléphone d'urgence attribué aux femmes victimes de violences. Depuis 2011, le dispositif a fait ses preuves, et 25 téléphones d'urgence ont été attribués.

Michèle Berthy est par ailleurs membre du bureau de l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED) et de l'Agence Française de l'Adoption (AFA), ainsi que Vice-présidente de la commission Egalités de l'Assemblée des Départements de France (ADF).

Elle a travaillé dans le secteur privé en tant que directrice financière pendant plus de 10 ans.



BOUGEARD Jocelyne

Fonction actuelle

Adjointe PS à la Maire de Rennes

Parcours

Élue conseillère municipale en 2001, Jocelyne BOUGEARD se voit immédiatement confier la responsabilité de la délégation aux droits des femmes. Elle devient ensuite adjointe au maire de Rennes déléguée aux temps de la ville, aux droits des femmes, à l'égalité des droits et à la laïcité. Désormais en charge des questions afférentes aux relations internationales et aux relations publiques, Jocelyne BOUGEARD est également conseillère communautaire à Rennes métropole. En 2008, la ville de Rennes obtient le label « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », qui récompense notamment la réorganisation des temps de travail des agent.e.s d'entretien municipaux.ales, majoritairement des femmes.

Jocelyne BOUGEARD a présidé la Commission pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE). Elle est désormais Vice-présidente de l'AFCCRE.

Elle est membre du HCE depuis 2013 .



BADRÉ Marie-Pierre

Fonctio actuelle

Conseillère régionale LR de la région Île-de-France

Parcours

Conseillère régionale depuis 2010, élue de la Seine-et-Marne, Marie-Pierre BADRÉ fait partie des commissions thématiques « Coopération internationale » et « Ruralité et agriculture » au sein du Conseil régional.

Marie-Pierre BADRÉ, élue à Couilly-Pont-aux-Dames, est également suppléante de Franck RIESTER, député de la 5^{ème} circonscription de Seine-et-Marne. Elle a été présidente de l'association Parité 50/50 de 2006 à 2012.

Elle est Présidente du Centre Hubertine Auclert, le centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes, depuis février 2016 et vient d'être nommée Déléguée spéciale à l'égalité femmes-hommes auprès de la Présidente de la région Île-de-France.



COHEN Laurence

Fonction actuelle

Sénatrice PC du Val-de-Marne – Membre suppléante de Roland COURTEAU

Parcours

Laurence COHEN est élue au Sénat depuis 2011. Elle est membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel. Cela entre en cohérence avec ses responsabilités au sein du PC, où elle s'occupe du féminisme et des droits des femmes.

Laurence COHEN est également membre du Conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé. Elle a fait partie du Conseil de modération et de prévention, organisme extra-parlementaire visant à lutter contre certaines conduites addictives. Elle a été élue au Conseil régional d'Île-de-France de 2004 à 2015. Elle exerce en tant qu'orthophoniste.

Elle est membre suppléante du HCE depuis 2013.



COURTEAU Roland

Fonction actuelle

Sénateur PS de l'Aude

Parcours

Roland COURTEAU, sénateur depuis 1980, est Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat.

Il est l'auteur de nombreuses propositions de loi en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, afin de renforcer le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, définir le délit de harcèlement sexuel, lutter contre les violences faites aux femmes au sein des couples, atteindre l'égalité salariale, etc. Il est à l'origine du rapport d'information « Lutter contre les stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires : faire de l'école un creuset de l'égalité » et est, depuis l'automne 2015, en charge de l'évaluation des lois contre les violences faites aux femmes au titre de la délégation. Roland COURTEAU est également impliqué sur les questions des risques naturels, de l'énergie et du nucléaire et il a été Vice-président du Conseil Général de l'Aude.

Il est membre du HCE depuis 2013.



FOURNIER Charles

Fonction actuelle

Vice-président EELV du Conseil régional du Centre-Val de Loire

Parcours

Conseiller régional depuis 2010, Charles FOURNIER a mené la liste Europe Écologie Les Verts – Nouvelle Donne lors des élections régionales de 2015. Cadre de la fonction publique territoriale, son engagement politique est issu de mouvements citoyens non-partisans, et plus particulièrement l'Alternative Citoyenne Écologiste et Solidaire.

Militant de l'éducation populaire et de la formation tout au long de la vie, il a présidé le collectif d'associations « La Fabrique » (pratiques sociales et politiques, d'économie sociale et solidaire) et co-fondé l'association « Matières Prises » (démarches participatives). Il a été administrateur régional et national de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Il a également créé l'association « Action Collective pour la Défense des Chômeurs ».

Charles FOURNIER est Vice-président du Conseil régional, délégué à la démocratie, aux initiatives citoyennes, au développement rural, à la coopération et à l'égalité.



GALAND Jean

Fonction actuelle

Conseiller départemental PS de la Gironde

Parcours

Jean GALAND est, depuis 2015, conseiller départemental de Gironde. A ce titre, il préside la commission « Aides aux Communes et aux EPCI ». Maire de Lalande de Fronsac depuis 2001, Jean GALAND est également élu à la Communauté de communes du Fronsadais.

Pharmacien de profession, Jean GALAND est Vice-président du mouvement GIPHAR, une coopérative de pharmacies. Ingénieur en gestion et impliqué dans le domaine de la vigne, il est également viticulteur et œnologue.



GARRIAUD-MAYLAM Joëlle

Fonction actuelle

Sénatrice LR des Français.e.s établi.e.s hors de France (Royaume-Uni, Irlande)

Parcours

Sénatrice depuis 2004, Joëlle GARRIAUD-MAYLAM est Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle est également secrétaire de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et de la Commission des affaires européennes.

En dehors de ses activités parlementaires, Joëlle GARRIAUD-MAYLAM est vice-Présidente de la commission sur la dimension civile de la sécurité au sein de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Elle fait partie de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, de la Section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), du Groupe français de l'Union Interparlementaire (UIP), de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, du Conseil supérieur de la réserve militaire, et de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Joëlle GARRIAUD-MAYLAM a lancé en 2012 un appel parlementaire soutenant la nomination de Malala YOUSAFZAÏ, jeune Pakistanaise militante des droits des femmes, au prix Nobel de la Paix. Elle est juriste internationale de formation.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



GEOFFROY Guy

Fonction actuelle

Député LR de la 9^{ème} circonscription de Seine-et-Marne

Parcours

Guy GEOFFROY, député depuis 2002, est Président de la Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel. Il fait partie de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Il a été Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Il a co-écrit avec Danielle BOUSQUET la loi contre les violences faites aux femmes du 9 juillet 2010.

Entre 2006 et 2012, il a fait partie de l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes. Il a également été Vice-président du Conseil Général de la Seine-et-Marne (1994-1998).

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit public et d'un diplôme d'études supérieures de sciences politiques, Guy GEOFFROY a exercé en tant que Proviseur du lycée polyvalent de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).

Il est membre du HCE depuis 2013.



GOY-CHAVENT Sylvie

Fonction actuelle

Sénatrice UDI de l'Ain – Membre suppléante de Joëlle GARRIAUD-MAYLAM

Parcours

Élue au Sénat en 2008, Sylvie GOY-CHAVENT est membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Maire de Cerdon et conseillère régionale d'Auvergne – Rhône-Alpes, Sylvie GOY-CHAVENT est rapporteure de l'Association des maires de France de l'Ain.

En dehors de ses activités locales et parlementaires, Sylvie GOY-CHAVENT est membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, du Groupe français de l'Union Interparlementaire (UIP), et du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



OLIVIER Maud

Fonction actuelle

Députée PS de la 5^{ème} circonscription de l'Essonne

Parcours

Élue en 2012, membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée nationale, Maud OLIVIER est rapporteure de la Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel,

Maud OLIVIER est également secrétaire de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, et membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Ancienne maire des Ulis et conseillère générale du canton des Ulis, elle a été Vice-présidente chargée de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité. Elle est à l'origine des ateliers « Jeunes et femmes », mis en place par la mission locale des Ulis, et visant à aider des jeunes femmes en rupture sociale à (re)devenir actrices de leurs vies. Maud OLIVIER a également lancé et généralisé à toute l'Essonne le réseau « Appel des 100 » afin de mobiliser les collectivités à agir pour l'égalité femmes-hommes.

Elle est membre du HCE depuis 2013.



ARMANTERAS DE SAXCÉ Anne-Marie

Fonction actuelle

Directrice générale de l'offre de soins du Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Parcours

Diplômée de l'École Nationale de la Santé Publique (1982), Anne-Marie Armanteras-de Saxcé a occupé diverses fonctions de direction dans le secteur hospitalier. Elle a été, au début de sa carrière, en charge de plans directeurs hospitaliers au sein de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), puis Directrice d'établissements de l'AP-HP (Henri Mondor (adjointe), hôpital mère enfant Robert Debré, GH Bichat-Claude Bernard, GH Pitié-Salpêtrière). Elle a ensuite exercé la fonction de Directrice exécutive du groupement hospitalo-universitaire Nord de l'AP-HP. En 2010, elle était Directrice Générale de la Fondation Ophtalmologique Adolphe de Rothschild. De janvier 2011 à février 2013, elle a occupé le poste de Déléguée Régionale Ile-de-France de la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne (FEHAP Ile-de-France). Avant d'être nommée à la Direction générale de l'offre de soins, elle a dirigé le Pôle « Etablissements de santé » de l'ARS Ile-de-France.



CHEVRIER Carine

Fonction actuelle

Déléguée générale à l'emploi et à la formation du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Parcours

Énarque de formation, Carine CHEVRIER est également passée par HEC. Elle appartient au corps de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

Nommée Déléguée générale à l'emploi et à la formation du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social en décembre 2015, elle était auparavant directrice des finances et du patrimoine à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Carine Chevrier a exercé des responsabilités au sein de l'Agence nationale pour l'emploi (Directrice en charge de la fusion) puis de Pôle emploi (Directrice générale adjointe). Elle a également été rapporteure auprès de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) puis du Commissariat général du Plan.



DE RIVIERE Nicolas

Fonction actuelle

Directeur général des Affaires politiques et de la sécurité du Quai d'Orsay

Parcours

Issu de la promotion CONDORCET de l'ENA, Nicolas DE RIVIERE a occupé différents postes au sein de la diplomatie française avant d'être promu Directeur général des Affaires politiques et de la sécurité du Quai d'Orsay.

Il a commencé sa carrière à la sous-direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie du Quai d'Orsay (1992-1994). Après un passage en cabinet, il rejoint la mission permanente de la France auprès des Nations unies à New-York. Enfin, de 2011 à 2014, il est directeur des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la Francophonie.



GELLI Robert

Fonction actuelle

Directeur des Affaires criminelles et des grâces du Ministère de la Justice

Parcours

Magistrat, ancien président de la Conférence nationale des Procureurs de la République, Robert GELLI a été procureur de la République de Nîmes (2002-2012), puis de Nanterre (2012-2014), avant d'être nommé directeur des Affaires criminelles et des grâces du Ministère de la Justice.

Auparavant, il a été conseiller pour la justice de Lionel JOSPIN à Matignon de 1997 à 2002 ; procureur de la République adjoint à Aix-en-Provence ; substitut, puis premier substitut du procureur de la République de Marseille et substitut du procureur de la République de Gap.

Robert GELLI est chevalier de l'ordre national du mérite et chevalier de la Légion d'honneur.



NETTER Agnès

Fonction actuelle

Cheffe de la mission de la parité et de la lutte contre les discriminations du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Parcours

Ingénieure de recherche, Agnès NETTER a dirigé de 2008 à 2012 la mission pour la place des femmes au CNRS.



ROBINE Florence

Fonction actuelle

Directrice générale de l'Enseignement scolaire du Ministère de l'Éducation nationale

Parcours

Normalienne, agrégée de sciences physiques en 1982, Florence ROBINE obtient en 1994 un doctorat en épistémologie et histoire des sciences exactes et des institutions scientifiques. En 2004, elle devient inspectrice générale de l'Éducation nationale : elle est la première femme nommée à ce titre pour la physique. Elle a notamment été en responsabilité sur les livrets de compétence, ou encore sur l'éducation prioritaire.

Florence ROBINE a été rectrice des académies de Guyane, Rouen et Créteil. Sur les plans européen et international, Florence ROBINE a été cheffe de la délégation française aux Olympiades Internationales de Physique entre 2005 et 2009, et elle est experte auprès de la Commission Européenne depuis 2006.

Florence ROBINE milite pour l'engagement des filles dans les carrières scientifiques. Elle préside depuis 2013 le comité de pilotage de la convention interministérielle sur l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif.



VALLET Benoît

Fonction actuelle

Directeur général de la Santé du Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Parcours

Benoît VALLET est membre de la Commission médicale d'établissement (CME) depuis 2001, une instance qu'il a présidée de 2011 à 2013. Il siège au directoire du CHRU de Lille, et a fait partie de la commission régionale de la santé et de l'autonomie du Nord-Pas-de-Calais.

Sur le plan national, Benoît VALLET a participé activement au Bureau de la Conférence des Présidents de CME de CHU, notamment aux groupes de réflexion HCAAM (Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie), CoReTAh (sur la tarification hospitalière) et Conditions de vie des internes.

Il est médecin anesthésiste de formation. Il place une attention toute particulière à la qualité du parcours de soin du patient.



COUTELLE Catherine

Fonctions actuelles

Députée PS de 2^{ème} circonscription de la Vienne
Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée Nationale

Parcours

Enseignante-formatrice jusqu'en 2003 et élue à la Ville de Poitiers jusqu'en 2008, elle opte pour le mandat unique de parlementaire à sa première élection à l'Assemblée nationale en 2007. Fondatrice de l'association « Femmes en mouvement, les transports aux féminins », et a l'initiative du lancement des « Agences des temps » pour favoriser l'articulation entre vie privée et vie professionnelle, elle se bat pour faire avancer pas à pas l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réélue en 2012, elle est présidente de la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale. Sous sa présidence, la délégation a agi en première ligne pour l'égalité professionnelle, contre les stéréotypes sexistes et contre les violences faites aux femmes, notamment la prostitution. Elle est également à l'origine d'une proposition de résolution visant à réaffirmer le droit fondamental à l'Interruption Volontaire de Grossesse en France et en Europe.



FRAGONARD Bertrand

Fonction actuelle

Président délégué du Haut Conseil de la Famille

Parcours

Ancien élève de Sciences Po Bordeaux puis de l'ENA (promotion Blaise PASCAL), Bertrand FRAGONARD commence sa carrière à la Cour des comptes. Après avoir travaillé auprès du secrétariat d'État à l'Action sociale, directeur adjoint du cabinet de Simone VEIL, ministre de la Santé et de la Famille.

Il devient ensuite directeur de la Caisse Nationale des Allocations Familiales en 1980. Il est commissaire au Plan de 1987 à 1988, puis délégué interministériel au RMI de 1997 à 1998. Bertrand FRAGONARD préside la deuxième Chambre de la Cour des comptes de 2002 à 2007. Il en est désormais magistrat honoraire.

Bertrand FRAGONARD est président délégué du Haut Conseil de la Famille depuis sa création, en 2009 – l'instance est en effet placée sous la présidence du Premier ministre.



GRÉSY Brigitte

Fonction actuelle

Secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Parcours

Brigitte Grésy est l'auteure de nombreux rapports sur l'égalité professionnelle (2009), sur la parentalité (2011) et sur l'égalité entre filles et garçons dans les structures d'accueil de la petite enfance (2013) en sa qualité d'inspectrice générale des Affaires sociales, ou sur l'image des femmes dans les médias et les expertes (2008 et 2011), en tant que au titre de son mandat de rapporteure Vice-présidente de la commission en charge de cette question.

Elle a aussi publié le *Petit traité contre le sexisme ordinaire* (2008, Albin Michel), une étude sur le poids des normes masculines sur la vie professionnelle et personnelle de jeunes cadres en entreprise (2009) et *La Vie en rose, Pour en découdre avec les stéréotypes* (2014) (Albin Michel).

Brigitte Grésy a été aussi Vice-présidente de la commission Lutte contre les stéréotypes sexistes et la répartition des rôles sociaux pendant le premier mandat du HCEfh.



JOUANNO Chantal

Fonctions actuelles

Sénatrice UDI-UC de Paris

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat

Parcours

Issue de la promotion Cyrano DE BERGERAC de l'ENA, Chantal JOUANNO a commencé sa carrière en tant que directrice de cabinet du PDG de Coframi, avant de devenir responsable du bureau des statuts et de la réglementation des personnels territoriaux à la direction générale des collectivités locales (2002). En 2008, elle préside l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). L'année suivante, elle rejoint le gouvernement en tant que secrétaire d'Etat chargée de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer avant d'être nommée ministre des Sports en 2010.

Élue sénatrice UDI-UC de Paris en 2011, elle est Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat, elle est également Vice-présidente de la commission spéciale sur la lutte contre le système prostitutionnel. Elle a rédigé le rapport parlementaire « Contre l'hypersexualisation, un nouveau combat pour l'égalité », dénonçant une recrudescence des stéréotypes.



MOIRON-BRAUD Elisabeth

Fonction actuelle

Secrétaire générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF)

Parcours

Après avoir exercé la profession d'avocat au barreau de Paris, Elisabeth MOIRON-BRAUD est devenue magistrate en janvier 2007. Ancienne présidente de la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Beauvais, elle a été nommée cheffe du bureau de l'aide aux victimes et de la politique associative du ministère de la Justice et des Libertés (de 2008 à 2012) et adjointe au chef du service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes au secrétariat général du Ministère de la Justice (2012). Elle a co-présidé la Commission Violences de genre pendant le premier mandat du HCE.

Elisabeth MOIRON-BRAUD a été nommée secrétaire générale de la MIPROF en avril 2013.

Elle est chevalière dans l'Ordre national de la Légion d'honneur et officière dans l'Ordre national du Mérite.



VINQUANT Jean-Philippe

Fonctions actuelles

Directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes ; à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale et à la famille

Parcours

Ancien élève de l'ENA (promotion Marc BLOCH), Jean-Philippe VINQUANT fait partie de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Il a été Secrétaire général du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, et sous-directeur à la Direction de la sécurité sociale.

Jean-Philippe VINQUANT a fait partie des conseillers auprès de Martine AUBRY et d'Elisabeth GUIGOU, ministres de l'Emploi et de la Solidarité ; puis des Premiers ministres Jean-Marc AYRAULT et Manuel VALLS, en charge de la protection sociale, de la lutte contre la pauvreté et des comptes sociaux.



VION Pascale

Fonction actuelle

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Parcours

Vice-présidente de la Mutualité française, Pascale VION est membre du CESE au titre de la cohésion sociale et territoriale et de la vie associative. Elle fait partie des représentant.e.s de l'économie mutualiste, coopérative, solidaire et non agricole.

En tant que Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, elle a notamment été rapporteure de l'étude « Combattre toutes les violences faites aux femmes, des plus visibles aux plus insidieuses », publiée en novembre 2014.

Au sein de la mutualité française, elle axe son action sur les valeurs éthiques mutualistes de solidarité, d'écoute des besoins des adhérent.e.s et d'un meilleur accès à des soins de qualité pour tou.te.s.

Pascale VION est ingénieure dans l'industrie de l'habillement.



ANTOINE Isabelle

Fonctions actuelles

Experte de haut niveau

Haute fonctionnaire en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations au sein du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargé des relations internationales sur le climat

Parcours

Administratrice civile hors classe, énarque (promotion Léonard DE VINCI), Isabelle ANTOINE a été secrétaire générale de l'Institut Géographique National (IGN) de 2003 à 2008 puis de l'École Polytechnique (2010-2013). Elle a également été directrice administrative et financière de Radio France Internationale et de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Elle a fondé la commission femmes de l'association des anciens élèves de l'ENA, qu'elle a présidée de 2006 à 2012.



AVÉ Anne-Sophie

Fonction actuelle

Directrice des ressources humaines du Ministère de la Défense
Haute fonctionnaire à l'égalité entre les femmes et les hommes

Parcours

Administratrice civile hors classe, énarque (promotion Romain GARY), Anne-Sophie AVÉ a rejoint le cabinet du ministre de la Défense en 2012 où elle a occupé le poste de conseillère sociale, travaillant notamment sur la gouvernance « RH » du ministère.

Elle a été cheffe de la mission Europe et International à la direction des transports maritimes, routiers et fluviaux du ministère des Transports. Elle a ensuite été nommée déléguée générale d'Armateurs de France.



DUVAL Serge

Fonctions actuelles

Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre
Haut fonctionnaire chargé du développement durable

Parcours

Ingénieur général de l'armement, Serge DUVAL est issu de Polytechnique. Il commence sa carrière à la Délégation générale pour l'armement. Il administrera l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), l'Institut national de recherche agronomique (INRA), l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) et l'Agence nationale des fréquences (ANF).

En 1999, Serge DUVAL est nommé délégué aux affaires européennes au sein de la direction des programmes et des affaires industrielles du Centre national d'études spatiales (CNES). En 2002, il prend les fonctions de Secrétaire général de Météo-France.

En 2009, Serge DUVAL devient adjoint au directeur des affaires financières du Secrétariat général pour l'administration du ministère de la Défense avant de diriger le Service parisien de soutien à l'administration centrale.

Il est chevalier de l'Ordre national du mérite.



GAUDY Catherine

Fonctions actuelles

Directrice générale des ressources humaines du Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Haute fonctionnaire à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Administratrice de l'INSEE, Catherine GAUDY a travaillé au sein de la direction du budget du ministère des Finances ainsi qu'aux affaires financières de l'Éducation nationale.

Catherine GAUDY a été cheffe de service adjointe au directeur des affaires financières du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein de la direction de la recherche et de l'innovation (de 2007 à 2010) puis cheffe de service adjointe au directeur général pour la recherche et l'innovation (jusqu'en 2012).



GENTHON Muriel

Fonctions actuelles

Inspectrice générale des affaires culturelles au Ministère de la Culture et de la Communication

Haute fonctionnaire à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes

Parcours

D'abord directrice des Affaires culturelles de plusieurs collectivités territoriales, Muriel GENTHON entre en 2002 au cabinet de Jean-Jacques AILLAGON, ministre de la Culture et de la Communication, en tant que conseillère. De 2005 à 2009, elle est professeure associée des Universités à Paris IV Sorbonne, avant de devenir Directrice adjointe de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles.

Muriel GENTHON a également exercé les fonctions de directrice régionale des Affaires culturelles d'Île-de-France.

Elle est chevalière des Arts et Lettres et officière de l'Ordre national du Mérite.



KRYKWINSKI Caroline

Fonctions actuelles

Sous-directrice de l'animation interministérielle des politiques de ressources humaines au sein de la direction générale de l'administration et de la fonction publique au Ministère de la Fonction publique

Haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Administratrice civile, énarque (promotion République), Caroline KRYKWINSKI était auparavant détachée en qualité de rapporteure à la Cour des comptes (2012-2014).



LEBON-BLANCHARD Marie-Françoise

Fonctions actuelles

Inspectrice générale adjointe des Services judiciaires
Haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Inspectrice générale adjointe des Services Judiciaires depuis 2013, Marie-Françoise LEBON-BLANCHARD était auparavant présidente du tribunal de grande instance de La Roche-sur-Yon. Elle a également été première vice-présidente au tribunal de grande instance de Nantes, conseillère à la Cour d'Appel d'Angers, Vice-présidente chargée du tribunal d'instance de Paris 14^{ème}, Vice-présidente chargée du tribunal d'instance de Nantes, juge d'instruction au Tribunal de grande Instance de la Rochelle et juge d'instance de La Rochelle.

Marie-Françoise LEBON-BLANCHARD est chevalière de l'Ordre national du Mérite et de la Légion d'Honneur.



LIEBERT Françoise

Fonctions actuelles

Inspectrice générale de la santé publique vétérinaire
Haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes du Ministère de l'Agriculture

Parcours

Docteure vétérinaire de formation, Françoise LIEBERT a fait toute sa carrière dans les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture, en charge de services techniques puis de directions départementales.

En 2012, elle intègre le Conseil général de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des espaces ruraux après avoir été promue au grade d'inspectrice générale. Elle y conduit notamment une mission d'appui à la mise en œuvre du protocole d'accord de 2013 sur l'égalité professionnelle au sein de l'Office national des forêts.

Françoise LIEBERT est officière du mérite agricole et chevalière dans l'Ordre national du Mérite.



NERBARD Gaëlle

Fonctions actuelles

Cheffe du département de la cohésion sociale, de la santé, de l'éducation et de la culture du Ministère des Outre-mer

Haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Gaëlle Nerbard, actuellement cheffe du bureau de la cohésion sociale, de la santé, de l'enseignement et de la culture fut jusqu'en 2013 secrétaire générale de la Fédération hospitalière de France (FHF).

Titulaire du DESS Politiques sociales de l'université Paris I Panthéon Sorbonne (2003) et diplômée de l'EHESP de Rennes (2007), elle était depuis 2008 directrice du centre départemental de l'enfance d'Eure-et-Loir.

Photo en attente

PHENE Patricia

Fonctions actuelles

En attente

Haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

En attente

PRINCE Dominique



Fonctions actuelles

Délégué ministériel à la diversité et l'égalité professionnelle des ministères de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme ; du Commerce extérieur ; et de l'Économie et des Finances

Haut fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Administrateur civil hors classe, Dominique PRINCE est en charge du pilotage de la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre les discriminations (structurant la démarche du label Diversité délivré par l'AFNOR en décembre 2010) depuis 2011 et de l'accord professionnel 2011-2013 signé avec l'ensemble des organisations syndicales en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la gestion des ressources humaines des administrations financières.



RISPAL Karen

Fonctions actuelles

Directrice des Amériques et des Caraïbes au Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Haute fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Karen RISPAL a commencé sa carrière en tant que conseillère technique au cabinet de Bernard KOUCHNER, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire (1991-1993). Elle a ensuite été cheffe du secteur des relations extérieures au secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne puis chargée de mission pour les questions européennes au Centre d'analyse et de prévision (CAP).

Sous-directrice du droit communautaire et du droit international économique à la Direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères de 1997 à 2000, elle est ensuite nommée première conseillère à l'Ambassade de France à Londres.

En 2002, Noëlle LENOIR, ministre déléguée aux Affaires européennes, la choisit pour diriger son cabinet. Elle est ensuite directrice adjointe de la coopération européenne au ministère des Affaires étrangères, puis conseillère culture à l'Ambassade de France aux États-Unis de 2006 à 2010, et enfin directrice du développement durable et des affaires publiques au sein du groupe Lafarge de 2011 à 2014.



ROBIN Denis

Fonctions actuelles

Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur

Haut fonctionnaire en charge de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes

Parcours

Ancien élève de Sciences Po et de l'ENA (promotion « Liberté, Égalité, Fraternité »), Denis ROBIN est nommé préfet de Mayotte en 2008. Il y est notamment en charge du processus de départementalisation de Mayotte et organise le referendum afférent.

En 2009, il est nommé directeur de cabinet de la ministre de l'Outre-mer. En 2011, il rejoint le cabinet du Premier ministre en tant que conseiller pour les affaires intérieures. L'année suivante, il devient préfet du Pas-de-Calais, où il doit faire face à la problématique des migrant.e.s.

Denis ROBIN est chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur.



TOURNYOL DU CLOS Nathalie

Fonctions actuelles

Directrice de projets « encadrement supérieur » au Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Haute fonctionnaire à l'Égalité femmes-hommes pour les ministères des Affaires sociales, de la Santé ; et de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Parcours

Nathalie TOURNYOL DU CLOS est issue de l'ENA (promotion « Liberté, égalité, fraternité»). Elle a été pendant 3 ans cheffe du Service des Droits des femmes et de l'Égalité (SDFE) au sein du Ministère des Droits des femmes.

Elle a occupé le poste de directrice des services administratifs et financiers puis de secrétaire générale adjointe du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Elle a été directrice adjointe de l'IGPDE (Institut de la gestion publique et du développement économique) des ministères financiers suite à ses activités en tant qu'attachée financière à l'Ambassade de France à Londres et conseillère financière pour l'Asie du Sud-Est, en poste à l'Ambassade de France à Singapour.

Nathalie TOURNYOL DU CLOS est membre fondatrice et présidente d'honneur d'Administration Moderne, une association de femmes hautes fonctionnaires.



CASALIS Marie-France

Fonction actuelle

Porte-parole du Collectif féministe contre le viol (CFCV)

Parcours

Longtemps responsable du Mouvement français pour le planning familial, Marie-France CASALIS a été convaincue de l'efficacité de l'aide par téléphone grâce au service d'écoute SOS AMITIE. Elle a fait partie du réseau des chargée.e.s de missions et délégué.e.s régionaux.ales aux droits des femmes, notamment en tant que conseillère technique à la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité d'Île-de-France. Elle est officière de l'ordre national de la Légion d'honneur.

Le CFCV (Collectif Féministe contre le viol) s'est constitué en 1985 dans la région parisienne pour réagir contre les viols commis dans les lieux publics devant des témoins passifs. En 1986, le CFCV a ouvert une permanence téléphonique pour aider les femmes victimes de viols.



LAURANT Françoise

Fonction actuelle

Membre du bureau national de la Ligue de l'enseignement

Parcours

Françoise LAURANT a été conseillère auprès de Michèle ANDRE, secrétaire d'État aux Droits des Femmes de 1989 à 1992.

Françoise LAURANT a présidé le Mouvement français pour le planning familial de 2000 à 2009. De 2001 à 2007, elle fait partie de l'ancien Observatoire de la Parité. Françoise LAURANT a également représenté les associations pour les droits des femmes au sein du Conseil National pour l'accès aux origines personnelles (CNAOP) de 2002 à 2010.

Présidente de la commission Santé, droits sexuels et reproductifs du Haut Conseil pendant son premier mandat, elle a à ce titre été rapporteure des travaux relatifs à l'IVG (information sur Internet, et accès dans les territoires), à l'éducation à la sexualité et au débat sur la PMA.

Elle est membre du Comité Consultatif pour l'Égalité femmes-hommes de la Commission Européenne.



Romain SABATHIER, Secrétaire général

01 42 75 86 91 – romain.sabathier@pm.gouv.fr



Margaux COLLET, Responsable des Etudes et de la Communication

En Charge des Commissions Santé, droits sexuels et reproductifs et Stéréotypes et rôles sociaux

06 09 14 43 06 – 01 42 75 86 94 – margaux.collet@pm.gouv.fr



Caroline RESSOT, Responsable des affaires juridiques
En charge des Commissions Violences de genre et Parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale

01 42 75 78 15 – caroline.ressot@pm.gouv.fr



Marie-Annick BOURDIN, Commissaire aux affaires internationales et européennes

01 42 75 67 11 – marie-annick.bourdin@pm.gouv.fr



Joëlle CHEVRIER, Assistante

01 42 75 86 91 (standard) – joelle.chevrier@pm.gouv.fr



99 rue de grenelle – 75007 PARIS

Pour plus d'informations :

Suivez-nous sur **twitter** : **@HCEfh**

Découvrez les ressources et travaux du HCEfh sur **notre site internet** : www.haut-conseil-egalite.gouv.fr

Contactez-nous : haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr